

Congrès AFSP Paris 2013

Section thématique 30 : Les enseignants, un groupe mobilisé ?

Julie Métais
EHES (Iris)/Université de Montréal
metais@ehess.fr

Les enseignants comme avant-garde politique au Mexique : le cas des instituteurs de Oaxaca.

De juin à novembre 2006, la capitale de l'Etat de Oaxaca au Mexique a été le théâtre de plus de six mois de mobilisations, d'occupations et de régulières manifestations au sein de l'espace public. Cet épisode contestataire a rallié au sein d'une assemblée, la APPO¹, une grande partie des organisations politiques et citoyennes locales, ainsi qu'une frange de la population pour exiger principalement la destitution du gouverneur de l'Etat.

L'expulsion violente des instituteurs qui occupaient alors le *Zócalo*² de Oaxaca³ par la Police locale en juin 2006 fut l'événement déclencheur de ce mouvement. Durant les mois qui suivirent, ces instituteurs, *via* la section locale de leur syndicat, ont fait preuve d'importantes capacités d'animation de dynamiques collectives et de mobilisation à l'échelle régionale. Ils ont eu à subir -tout comme les autres composantes du mouvement- une sévère répression de la part du gouvernement local.

Ces capacités de mobilisation sont en partie liées à l'insertion sociale et professionnelle spécifique de ces instituteurs au sein de la société locale. Ces derniers exercent en effet leur profession sur l'ensemble du territoire *oaxaqueño*⁴ et sont présents au sein de la plupart des communautés de l'Etat ; dotés de compétences spécifiques, ils ont accès à des espaces sociaux et politiques diversifiés. De plus, ils jouent encore aujourd'hui dans certaines zones de l'Etat un rôle important de médiation culturelle et politique, ce qui en fait des acteurs incontournables de la vie politique locale. Enfin, la plupart d'entre eux est rattachée à la puissante section locale⁵ du Syndicat National des Travailleurs de l'Education (SNTE⁶) -cette articulation syndicale leur permet de disposer de canaux privilégiés d'accès à la scène politique nationale, le SNTE demeurant un acteur politique de poids au Mexique.

Pour ma recherche, j'ai souhaité enquêter sur la nature des implications sociales et politiques des instituteurs de l'Etat de Oaxaca : je les ai donc accompagnés au sein des villages où ils enseignent, dans les quartiers où ils vivent et dans le cadre de leurs diverses implications politiques (syndicales, associatives, au sein de collectifs de défense des territoires etc.). Mon matériau est donc tiré de l'observation des pratiques concrètes de ces institutrices et instituteurs, au quotidien, ce qui me permet de renvoyer les individus et les groupes observés

¹ Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca.

² Place centrale.

³ Ce type d'occupation de l'espace public relève pourtant du répertoire d'action collective syndical habituel. Chaque année en effet, les instituteurs des délégations syndicales de tout l'Etat viennent s'installer sur la place centrale de la ville à partir du mois de mai, en vue de peser sur les négociations avec le gouvernement local, celles-ci touchant essentiellement les conditions financières d'exercice de leur profession pour l'année à venir.

⁴ De l'Etat de Oaxaca.

⁵ La Section 22.

⁶ *Sindicato Nacional de los Trabajadores de la Educación.*

à un ancrage social, spatial et politique, de situer leurs comportements d'engagement et d'en comprendre les logiques. J'ai également consulté les archives fournies de la Section 22, qui regroupent des documents (tracts, affiches, photographies) remontant aux années 1970 : ceux-ci me permettent d'éclairer de nouveaux aspects et transformations de l'activité politique de ces *maestros* aujourd'hui.

Cette recherche s'inscrit dans un contexte politique spécifique : à l'échelle nationale tout d'abord, depuis une vingtaine d'années, le multipartisme et l'évolution des règles du jeu politique mexicain ont pesé sur les rapports Etat/syndicat. A l'échelle locale : depuis 2010, un gouvernement de coalition a pris la succession du PRI à la tête de l'Etat, remplaçant de ce fait le précédent gouverneur –Ulises Ruiz Ortiz- qui avait constitué l'une des principales cibles du mouvement de 2006.

La communication s'attachera, d'une part, à rappeler les déterminants historiques de la politisation de ce groupe social au Mexique. Dans un second temps, j'aborderai les spécificités du contexte syndical local. Enfin, sur la base d'une recherche ethnographique menée à Oaxaca de 2008 à 2011, il s'agira de mettre à jour quelques-uns des aspects contemporains de ce rôle de passeur « contesté » entre les différents espaces politiques locaux.

1. La genèse historique d'une fonction socio-politique

Depuis les années 1940 au Mexique, les institutrices et instituteurs ont joué un rôle politique d'importance souligné par de nombreux auteurs⁷. Depuis Cardenas (1934-1938), de jeunes promoteurs indigènes ont été formés par l'Institut National Indigène (INI)⁸ ou le Ministère de l'éducation⁹ afin d'enseigner auprès des populations de leur région d'origine et favoriser leur intégration à la société nationale, par la transmission de référents nationaux : la langue espagnole, les normes d'hygiène découlant des politiques nationales de santé et l'instruction civique. Ils ont progressivement occupé une place au sein de l'élite locale et exercé des responsabilités à l'échelle communautaire, pour parfois devenir maire. Médiateurs culturels et politiques, parfois véritables *caciques* dotés de capacités de mobilisation, c'est par leur entremise que l'Etat révolutionnaire a eu accès aux régions les plus reculées du pays et établi un lien avec les pouvoirs locaux en milieu rural-indigène. À Oaxaca, la diversité culturelle et linguistique de la population ainsi que la géographie régionale, comprenant de nombreuses zones isolées, a accentué ce rôle de médiation des « opérateurs biculturels¹⁰ ». Ces formes de médiations ont constitué l'un des modes de régulation politique du système *priista*, même s'il a évolué à partir des années 1970-1980 avec la crise du système politique mexicain et du « populisme nationaliste » mis en place par Cárdenas (au sein duquel l'éducation occupait une place prépondérante). Les instituteurs continuent cependant de jouer un rôle important dans la vie politique locale et nationale, sous des formes renouvelées et différenciées qu'il convient

⁷ Voir Kay Vaughan M. 1997. *Cultural Politics in Revolution. Teachers, Peasants and Schools in Mexico 1930-1940*. Tucson: University of Arizona Press ; Street S. (1997) Los maestros y la democracia de los de abajo in Alonso J. and Ramirez Saiz J.M. (eds.), *La democracia de los de abajo* (Mexico: La Jornada Ediciones-CEEJ-CIIH, UNAM), 115-45 ; Cook M.L. « Organizing opposition in the teachers movement in Oaxaca », in Foweraker et al. (ed.), *Popular movements and political change in Mexico*, Boulder : Lynne Rienner Publishers, 1990 : 199-212 ; Lomnitz C. 2001. *Deep Mexico, Silent Mexico. An Anthropology of Nationalism*. Minneapolis: University of Minneapolis Press ; un exemple au Pérou : Wilson F. 2001. « In the Name of the State? Schools and Teachers in an Andean Province » In *Ethnographic Explorations of the Postcolonial State*, eds. Thomas Blom Hansen and Finn Stepputat. Durham and London: Duke University Press. 313-44.

⁸ Instituto Nacional Indígena : Institut National Indigène.

⁹ Secretaría de Educación Pública : Secrétariat d'Education Publique.

¹⁰ Recondo D. *op.cit.*

d'explorer aujourd'hui : je m'y attèlerai à partir du cas spécifique de Oaxaca. En effet, après 1968, une partie de ces *maestros* s'est engagée au sein de mouvements critiques du régime et de l'Etat, élaborant un discours d'indigénisme critique, en lien notamment avec les anthropologues qui avaient participé aux mouvements étudiants de 1968¹¹. Ces *go-between* étaient en mesure de s'approprier les formes culturelles hégémoniques, ce qui leur a permis à la fois de mettre en œuvre des formes de résistance et de développer des capacités de négociation. À la fois au centre et à la marge de l'Etat, ces instituteurs sont toujours aujourd'hui en contact et en interaction permanente avec les communautés locales, susceptibles de transmettre, négocier, détourner les normes étatiques, tel que le souligne Wilson pour le cas péruvien¹². Reliés à la section locale du SNTE¹³, ces instituteurs s'inscrivent cependant encore aujourd'hui dans un fonctionnement syndical corporatiste, leurs relations avec l'Etat oscillant entre répression, négociation et dépendance¹⁴.

2. Le cas spécifique des *maestros* de Oaxaca

- Le mouvement de démocratisation interne de la section locale du Syndicat National des Travailleurs de l'Education dans les années 1980

La section *oaxaqueña* du SNTE constitue aujourd'hui un acteur politique de poids dans la région, contre-pouvoir local doté d'une forte capacité de mobilisation et d'animation de processus collectifs, comme démontré notamment durant le mouvement de 2006.

La singularité de la place politique occupée aujourd'hui par ce syndicat à Oaxaca tient en partie au processus de démocratisation de la section locale du SNTE à partir de la fin des années 70, qui a donné naissance en 1979 à la Section 22, reliée à la CNTE¹⁵. Ce processus, qui s'est poursuivi durant toutes les années 1980, marque un moment important de transformation du rapport syndical des *maestros* et *maestras*¹⁶ de l'Oaxaca à l'Etat central¹⁷. Ce mouvement de démocratisation locale n'a connu son pareil qu'au Chiapas, il visait en interne à mettre en place un fonctionnement syndical plus horizontal, démocratique et

¹¹ De La Peña G. (1999) Territorio y ciudadanía étnica en la nación globalizada. *Desacatos* 1: 13-27 : 21

¹² Wilson F. (2001) In The Name of the State? Schools and Teachers in an Andean Province. *Ethnographic Explorations of the Postcolonial State*, eds. Blom Hansen T and Stepputat F. Durham and London: Duke University Press. 313-344, p.314 : « In the provinces, schoolteachers work at the outer fringes of the state ; they can be envisaged as the fringers of the state's long arm reaching down to the people, embodying and negotiating the blurred meeting point between state and society ».

¹³ Le Syndicat National des Travailleurs de l'Education (SNTE), créé en 1943, regroupe aujourd'hui 650000 membres, c'est l'un des syndicats les plus puissants d'Amérique Latine. Outil de régulation des conflits sociaux pour le parti unique à la tête du pays jusqu'en 2000, le PRI, le SNTE s'est inscrit depuis sa fondation dans un fonctionnement de type corporatiste aujourd'hui en voie de transformation (Schmitter 1974, Samstad 2001). Syndicat « unique » au niveau national (ayant le monopôle de représentation des membres de la profession), il comprend une section locale dans chacun des Etats du pays, dont la Section 22 à Oaxaca.

¹⁴ Tel que l'illustre la fameuse formule résumant la logique politique du syndicat, régissant le rapport au pouvoir local : « Mobilisation/négociation/mobilisation ».

¹⁵ Coordinadora Nacional de los Trabajadores de la Educación : Coordination Nationale des Travailleurs de l'Education, qui réunit l'ensemble des sections revendiquant un fonctionnement démocratique. Pour des détails sur la différenciation SNTE/CNTE, se reporter à la communication de Guadalupe Olivier Tellez dans le cadre de cette même session thématique.

¹⁶ Instituteurs et institutrices.

¹⁷ L'histoire de cette organisation a fait l'objet d'une série de travaux menés par Zafra, Martinez Yescas (1985) et Martinez-Vásquez (1990).

transparent. Les assemblées constituent le dispositif-clé de ce fonctionnement syndical renouvelé, permettant en principe une mise en débat transparente des décisions, guidée par les mandats émanant de la consultation des « bases ». Les éléments du nouveau fonctionnement interne démocratisé de la section locale ont été fixés au début des années 1980, dans le cadre des *Veinte principios rectores*¹⁸, aujourd'hui encore en vigueur. Ce courant syndical démocratique *oaxaqueño* s'est ensuite opposé durant toutes les années 1980 à une frange plus conservatrice du syndicat, la *Vanguardia Revolucionaria*¹⁹, jusqu'alors hégémonique au sein du SNTE, appuyée par les gouvernements local et fédéral. Ce courant de la Section 22 est aujourd'hui largement majoritaire. Ce long processus a constitué une forme d'apprentissage politique pour les instituteurs de cette région, tel que le décrit Rubin :

This organisation fought to establish democratic procedures for leadership selection and for the union's exercise of power within the educational system, procedures that challenged the union's corrupt leadership. By encouraging local teachers to join together and fight abuses of power locally, as well as press for representative union congresses at the state and national levels, the democratic teachers' movement served as an education ground for teachers in political discussion and mobilisation, as well as internal democracy. The movement resulted from a combination of grassroots organising among teachers and conflicts within the central state regarding the strength of the union leadership, and it included PRI supporters as well as supporters of opposition parties. In this way, tensions within the state, with their own historical origins, combined with the politicisation of people's work experiences to produce an explicitly oppositional organisation, as well as alternative beliefs and practices regarding democracy (Rubin, 2001 : 127).

Cette démocratisation a en effet permis aux *maestros oaxaqueños* de contester les abus du pouvoir local, de demander une représentativité des congrès syndicaux au niveau local et national (Recondo, 2002). C'est également durant ce mouvement de démocratisation syndicale qu'ont été systématisés un ensemble de formes de l'action collective aujourd'hui encore en vigueur à Oaxaca : *plantones*²⁰, blocages, *megamarchas*²¹.

- La routinisation des formes de mobilisation et d'organisation

De façon à souligner les dimensions d'essoufflement de ce mouvement *magisterial* aujourd'hui, un ancien dirigeant de la Section 22 m'expliquait, ironique et critique de la routinisation des formes de mobilisation syndicale en cours au sein de cette Section locale *oaxaqueña* :

« Comme une routine, un peu en se moquant, beaucoup disaient alors : « Voilà les instituteurs et leur *feria* annuelle ». Et oui, une *feria* annuelle doit avoir lieu tous les ans, car c'est une fête en l'honneur du Saint Patron, aux alentours du 15 mai. Et disons, il y a comme une culture en train de se créer, les *maestros* se préparent chaque année pour les mobilisations du mois de mai et donc jusqu'à mi-mai, ils essaient d'accélérer l'avancée du programme en classe, les évaluations et les compte-rendus (...) Et en fait on ne sait jamais comment sera la prochaine mobilisation, c'était la question que l'on se posait chaque fin d'année : « Comment sera la mobilisation cette fois-ci, est-ce

¹⁸ Les vingt principes directeurs.

¹⁹ L'Avant-garde Révolutionnaire.

²⁰ Occupations de l'espace public.

²¹ Grandes manifestations.

qu'elle sera représentative, rotative, massive ici à Oaxaca ou à Mexico ? » (...) Mais en fait, ce qui me préoccupe, c'est de penser que nombre de nos camarades pensent que s'il n'y a pas de mobilisation en mai ou en juin, cela signifie la mort du mouvement. Les pétitions doivent être remises le premier mai et le 15 mai, ça y est, il faut lancer la mobilisation » (Aristarco, le 29 juillet 2010)

Les mobilisations des instituteurs sont ainsi comparées par une partie de la population locale à une *feria* récurrente, qui aurait lieu au mois de mai, un spectacle ou une mise en scène routinisée en l'honneur d'un Saint. En effet, la seule variation possible de cette mobilisation annuelle ne semble pouvoir consister qu'en une variation de la forme du *plantón* annuel : partielle et/ou totale ou massive, à Oaxaca et/ou à Mexico. Nulle créativité ne semble donc possible, nulle innovation en termes de répertoire d'action collective (Tilly 1986)²². Et ainsi les *plantones*, manifestations et blocages des institutrices et instituteurs de la Section 22 se reproduisent chaque année sur le même mode depuis les années 1980²³. Chacun à Oaxaca, *maestros*, gouvernement et population locale, s'attend donc en mai à la nouvelle « *Jornada de lucha*²⁴ » et se prépare pour cette mobilisation annuelle de la Section 22 avec son lot de blocages, de *plantones* et de manifestations. Une institutrice abondait dans ce sens en me confiant :

« Parfois, quand l'information arrive aux *bases* et que l'on nous demande : « Qu'est-ce que vous proposez, quelles autres actions pourrions-nous envisager pour faire pression ? ». Et bien non... Ce sont toujours les mêmes manifestations, les mêmes blocages, le même *plantón*, sans prendre la peine de nous réorganiser, et j'ai même l'impression que le gouvernement fédéral sait déjà tout : « Ah, ça y est, ils font leurs manifestations, laissons-les manifester et qu'ils partent ensuite ». Disons que ce n'est plus vraiment un moyen de pression, et je crois que nous devrions chercher de nouvelles stratégies pour être en mesure de continuer à faire pression dans les moments où c'est nécessaire » (Sayda, le 29 juin 2010)

Les termes mêmes qui désignent ces mobilisations annuelles renvoient à une forme de rituel routinisé : l'on parle ainsi de la « *Jornada de lucha* » ou « Journée de lutte » pour désigner chaque année cet épisode de la mobilisation des instituteurs, qui dure habituellement de mai à juillet. Une pétition est donc formulée et adressée chaque année aux mêmes dates par la Section 22 au gouvernement local le 1^{er} mai ; le 14 mai, « jour des instituteurs », les premières manifestations et un *plantón* sont organisés. Puis à partir de fin mai, quand le *plantón* est installé sur le *Zócalo*, chaque jour différentes manifestations prennent place essentiellement dans l'espace public de la ville de Oaxaca. Pour désigner ces manifestations, blocages et occupations quotidiens, les représentants syndicaux utilisent le terme relativement neutre d'« activités », qui renvoie également au caractère non-exceptionnel de ces mobilisations. Ces *Jornadas de lucha* correspondent à une grammaire de la vie politique stabilisée de ces instituteurs : chaque année, il s'agit de demander des moyens supplémentaires pour l'année à venir (salaires, moyens et équipements), mais encore de formuler des demandes sociales et politiques plus générales au gouvernement *oaxaqueño*.

²² Cette notion de répertoire d'action collective désigne, suivant la métaphore du répertoire de jazz, un répertoire disponible susceptible d'offrir des variations de genre ou de mélodie ; elle suggère en outre des formes d'institutionnalisation pouvant survenir au sein de groupes organisés (Neveu 2005 : 19).

²³ Même si l'année 2006 a constitué une rupture dans cette routine, avec une intervention des Polices locale et fédérale et l'implication dans le conflit d'une partie de la population locale et de la plupart des organisations sociales et politiques de la région.

²⁴ En Français : « Journée de lutte » : séquence annuelle de mobilisation, du 15 mai, « jour du *maestro* » jusque début juillet.

Le tryptique régulièrement invoqué par les dirigeants syndicaux dans leurs discours, encadrant la dynamique des *Jornadas de lucha*, est le suivant : « mobilisation/négociation/mobilisation ». Cette formule illustre de quelle façon la négociation doit être encadrée par des formes de mobilisation collective, imprimant un rythme spécifique en trois temps à la vie politique et syndicale. Ce tryptique renvoie également aux différentes scènes de la vie politique locale : entre espace public où s'affichent les mobilisations et scènes opaques de la négociation où gouvernement local et représentants syndicaux cherchent des accords, nourrissant de ce fait les suspicions de cooptation de ces dirigeants par les élites locales.

Un calendrier propre à la Section 22 s'est peu à peu constitué, avec ses rendez-vous annuels, ses commémorations et ses date-anniversaires. Les « intermèdes » entre deux *Jornadas de lucha* (Sigaud 2009 : 46) sont alors ponctués par les différentes assemblées, délégationnelles et régionales. Depuis 2006, de nouvelles dates ont été introduites dans ce calendrier magistériel, correspondant aux anniversaires des répressions, donnant lieu à de nouvelles commémorations dans l'espace public. La plus célèbre d'entre elles a lieu le 14 juin, chaque année : il s'agit de rappeler à la société locale l'expulsion violente du *plantón* des *maestros* par la Police, le 14 juin 2006²⁵. À cette date, une grande manifestation est organisée dans la ville, rejointe par une partie des membres des organisations ayant pris part aux mobilisations de la APPO en 2006 ; c'est donc aussi l'occasion pour la Section 22 de réaffirmer sa proximité avec ces organisations et « les peuples de Oaxaca ».

3. Quelques aspects des transformations contemporaines du rôle d'intermédiaire des instituteurs : les passeurs contestés du politique.

Les instituteurs ruraux au Mexique sont marqués par une double appartenance, à leur région d'origine d'une part et à l'univers urbain de leurs lieux de formation, aux réseaux locaux et nationaux de leur syndicat, le SNTE²⁶. Cette double position leur confère une facilité à se convertir en « courtiers²⁷ en politique », interlocuteurs des pouvoirs local et central. Apôtres, pèlerins, figures de proue de la contestation, intellectuels communautaires, intermédiaires, missionnaires, ces instituteurs se conçoivent et sont socialement considérés selon un ensemble de normes et de projections historiquement situés. Les instituteurs, circulant entre l'école, la capitale, le village, le syndicat, véritables passeurs et traducteurs, sont bien outillés pour rentrer dans le jeu politique local. En ce sens, ils sont amenés à jouer un rôle de « leaders sociaux » tels que définis par la *maestra* Sayda²⁸, institutrice de maternelle dans un village situé à la périphérie de la ville de Oaxaca : « Un leader social c'est une personne qui agit, qui arrive à être cohérente et obtenir la confiance des personnes ; elle

²⁵ Cette expulsion violente des *maestros* installés sur le *Zócalo* dans le cadre de leur *plantón* annuel, mandatée par le gouvernement local, avait donné lieu à un grand mouvement de solidarité au sein de la société locale, puis à la création quelques jours plus tard, de l'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca (APPO).

²⁶ Sindicato Nacional de los Trabajadores de la Educación.

²⁷ Ce terme, emprunté à l'univers des transactions économiques, est utilisé par les anthropologues travaillant en Afrique de l'Ouest pour désigner des intermédiaires qui connaissent les codes et normes des deux univers et peuvent ainsi jouer un rôle d'articulation. Par exemple, Blundo (2009) a recours à l'expression de « courtiers en développement » pour nommer ceux qui, au sein des populations locales, étaient en mesure d'entrer en contact avec les bailleurs de fond internationaux pour l'obtention de ressources liées aux programmes de développement ; cela ne leur est possible que parce qu'ils sont familiers d'un ensemble de normes, jargons et valeurs de l'univers développementiste.

²⁸ Lors d'un entretien, le 29 juin 2010, elle me disait que les *maestros* étaient des « leaders sociaux ». Quand je lui avais demandé ce qu'était un leader social, elle m'avait donné la définition qui suit.

peut donc, elle a la capacité de chercher des soutiens, de frapper aux portes de façon à obtenir des biens pour la communauté, le village, pour son bien-être ».

Lors de conflits locaux, les *maestros* sont régulièrement sollicités pour leurs compétences juridiques et rédactionnelles, leurs relations au sein syndicat (et donc leur capacité de médiation), leurs capacités à relayer certaines revendications au sein d'autres espaces politiques locaux : assemblée syndicale, rencontres régionales portant sur des mobilisations de défense du territoire... Dans les villages, ils peuvent donc être pris à partie, voire désignés comme relais avec les autorités régionales dans le cas par exemple des récurrents conflits des habitants d'un village avec un Maire autoritaire ou corrompu. Or ce type d'engagement politique des instituteurs au sein des villages où ils exercent -ou dont ils sont originaires- peut provoquer des rapports conflictuels avec les parents d'élèves et les autorités locales. Teresa Isabel, institutrice dans un village de la région Costa de Oaxaca, me relatait précisément comment peut se jouer cette relation ambivalente entre habitants d'un village et *maestro*, de la mise en garde à la sollicitation.

« Dans la communauté où je travaille, parfois ce sont même nos collègues qui nous disent : « Ne parlez pas de politique, parce que la politique, dans cette communauté, c'est risqué, c'est dangereux ». Et effectivement, lorsque je suis arrivée ici, on nous a dit : « Tant que vous ne vous en mêlez pas... Si vous ne vous mêlez pas de nos affaires, nous nous ne nous mêlerons pas des vôtres. Tant que vous respectez ce que nous sommes, ce que nous faisons, vous serez respectés ». Teresa Isabel ajoute : « C'est comme ça que nous avons été reçus, c'est comme ça que s'est passé le premier contact... C'est l'accueil que j'ai eu quand je suis arrivée ici il y a deux ans... C'est une personne qui aujourd'hui fait partie du comité de parents d'élèves qui m'a dit ça. C'est l'un de ceux qui m'a dit : « Tant que vous respectez ce que nous faisons, vous serez respectés, de la même façon ». Je lui ai répondu : « Nous voulons tout simplement faire notre travail, enseigner ce que l'on a à enseigner à nos élèves. Nous sommes régis par des plans et des programmes définis au niveau national mais s'il faut apporter plus à nos jeunes, nous l'avons toujours fait, nous le faisons et nous le ferons » (...). Enfin... Il y a peu de temps pour les élections, oui je me suis un peu impliquée, avec certains parents d'élèves. Ils sont venus me voir et m'ont dit : « *Maestra*, comment vous voyez la situation, vous ? Notre situation est si compliquée ? On veut faire ci, on veut faire ça mais... Vous ne pourriez pas nous rédiger un document qui dirait ça plus ou moins ? ». Teresa Isabel m'explique alors : « En fait, ils voulaient dénoncer les irrégularités de gestion de leur Président municipal. Au niveau du Municipio, ce sont 25 communautés en tout qui se sont regroupées. Toutes ces localités voulaient produire un document à adresser au Gouverneur de l'Etat. Ils voulaient aller jusqu'à Mexico pour dénoncer les ouvrages non achevés, les personnes renversées, les menaces proférées par ce Président. Ils voulaient que je rallie leur cause, ils m'ont demandé mon aide et moi j'ai dit : « Oui, je m'implique », mais je pensais : « Dans quel guépier je suis en train de me mettre ? Moi qui sais si bien à quel point il est risqué de se mêler de ces histoires ». Et elle ajoute : « Mais même eux les parents d'élèves me disaient par la suite : « Ne t'en mêle pas autant, parce que sinon d'ici peu il nous faudra aller te ramasser on ne sait où... ». Elle commente : « Peu de temps avant, ils avaient tué un *maestro*. Oui, Eleazar. Parce qu'il s'était mêlé de questions politiques, il était aller demander des comptes au Président municipal. Ce dernier l'a fait tuer, devant... (...). Ils l'ont fait descendre de sa camionnette où il y avait plusieurs collègues... Alors ils l'ont fait descendre de sa camionnette, lui et sa femme. Ils l'ont attaché à un arbre et là, face à son fils de six ans, ils l'ont tué, ils l'ont criblé de balles. En fait, c'est un avertissement, pour dire : « Si quelqu'un a envie de finir comme lui... de se mêler de nos affaires, il finira comme ça ». Et du

coup, c'est pour ça que nous nous disions : « Bon, je ne vais pas trop me mêler de politique, nous ne devons pas trop nous en mêler ». Et elle ajoute encore : « Bon, je ne vais pas trop me mêler de politique, nous ne devons pas nous en mêler, mais à la fois, je ne pouvais pas leur dire : « Vous savez quoi ? Nous n'allons pas vous aider ». Je ne sais pas ce que j'aurais pu leur dire. J'essayais de les orienter, de les guider depuis ma perspective et mon point de vue. Moi je dis qu'en effet ça ne me plaît pas de me mêler trop de politique mais oui, nous devons essayer d'analyser les questions politiques. Alors je discutais avec eux, ou plutôt ils sont venus vers moi pour que l'on en parle, à trois reprises, et ils m'ont dit : « Nous avons besoin d'un texte » et je leur disais : « Je vais vous faire le récit de ce qui s'est passé pour que vous puissiez ensuite déposer une plainte ». Je leur ai fait ce document. C'étaient mes mots, enfin c'étaient leurs mots et moi je les transformais pour correspondre à ce qu'ils voulaient pour que ça ait l'air ... plus officiel. Mais je me suis dit : « Ils vont capter que j'ai quelque chose à voir avec cette histoire, que je suis impliquée, parce que ce sont mes mots ». Et moi je suis ici depuis deux ans déjà, le Président municipal sait très bien qui on est, où on travaille : il nous connaît très bien ce monsieur. Cet homme a une Licence, mais bon, ça n'est pas pour ça qu'il est honnête. Malheureusement... Il sait très bien où nous trouver. Quand il nous croise maintenant, il nous salue, mais c'est tout. Bon là je crois que c'est fini, que c'est passé, moi je m'arrête là et je travaille plus ces questions avec les enfants à l'école. Alors avec toutes ces questions, nous vivons dans le politique ; parmi nous les *maestros*, il y en a qui font le travail et d'autres qui, définitivement, décident de ne pas s'en mêler. Parce que nous savons que c'est risqué, disons que ceux d'entre nous qui nous en mêlons le plus... bien souvent on se retrouve à contre-courant » Teresa Isabel, le 27 juillet 2010

- « Participer » versus enseigner : aspects d'une injonction contradictoire

Tous les *maestros* sont confrontés, du moins les premières années de leur carrière, à cette injonction paradoxale entre l'impératif participatif en cours au sein de la Section 22, impliquant des absences et des déplacements fréquents à la capitale de l'Etat et un autre devoir, celui-là professionnel : la mission pédagogique inhérente à l'exercice du métier d'instituteur et la continuité des cours dans les écoles de la région. Cet enjeu est au cœur des dissensions qui opposent les membres du *Magisterio* aux autorités locales et aux parents d'élèves : bien souvent ces derniers demandent en effet de leurs *maestros* qu'ils assurent les classes de façon continue, indépendamment de leurs implications politiques et syndicales. Ceux-ci doivent tenir leur rôle dans les écoles et non dans les rues de la capitale en manifestant et en organisant des *plantones*. Depuis les années 1980, il s'agit là d'une question qui oppose les *maestros* aux habitants des villages où ils enseignent, les instituteurs ne sachant pas toujours comment gérer au quotidien les conflits inhérents à leurs absences pour participation syndicale. Un slogan apparaît de façon récurrente sur les pancartes et banderoles lors des manifestations *magisteriales* au Mexique, réglant habilement cette tension entre missions concurrentes inhérentes au métier d'instituteur : « *El maestro luchando está enseñando*²⁹ ». C'est en luttant que l'instituteur enseigne... Selon cette logique, même absent des salles de classe, le *maestro* serait en mesure de donner une leçon, *politique* celle-ci, à ses élèves. Seulement, les parents d'élèves ne sont pas toujours sensibles à cette vision des choses. Genaro, instituteur d'école primaire dans la Sierra Mixe qui avait pris de la distance avec le syndicat, avait pour sa part inversé cette maxime qui pour lui était devenue³⁰ : « En

²⁹ En Français : « Quand il lutte, l'instituteur enseigne ».

³⁰ Propos tirés d'un échange avec Genaro dans le village où il vit et enseigne, à Tamazulapán, le 15 juin 2010.

faisant un travail éducatif, on fait aussi un travail politique ». Pour les *maestros* vivant cette situation d'injonctions paradoxales, il convient donc d'essayer de négocier avec les parents d'élèves et autorités locales les conditions de leur participation syndicale. Certains arrivent à trouver un accord, d'autres non. Dans ce dernier cas, cela peut donner lieu à des conflits particulièrement violents.

Dans le cadre de cette communication pour la session thématique : « Les enseignants, un groupe mobilisé ? », j'ai souhaité présenter le cas spécifique des instituteurs de l'Etat de Oaxaca, dans le but d'apporter des éléments qui pourraient permettre, dans une visée comparative, de faire écho aux formes d'engagement politique des enseignants au sein de contextes distincts. Pour ce faire, il m'a semblé nécessaire de rappeler la dimension historique de ce rôle social et politique des instituteurs, pour un contexte local particulier, celui de Oaxaca. Puis il m'a paru intéressant, m'appuyant sur des données empiriques, de souligner certains aspects de la relation ambivalente que peuvent avoir aujourd'hui ces *maestros*, « passeurs contestés », avec les parents d'élèves et autorités des villes et villages où ils enseignent. Pour illustrer cet aspect, j'ai choisi de présenter d'une part la complexité de ces rapports ambivalents, entre sollicitations et mises en garde ; enfin, il convenait aussi de souligner une dimension essentielle de ces relations parfois conflictuelles : la négociation relative aux absences dues à la forte participation syndicale de ces enseignants.